EUROPEAN ASSOCIATION OF SOMALI STUDIES
and
CENTRE OF AFRICAN STUDIES
and
DEPARTMENT OF AFRICAN LANGUAGES AND CULTURES
SOAS, University of London

THE EUROPEAN ASSOCIATION OF SOMALI STUDIES

FIRST CONFERENCE

23rd–25th September 1993

WHEN STATE DISAPPEARS: POWERFUL AND POWERLESS IN THE HORN OF AFRICA

by

Antoni Planells i Costa

----oOo----

When State disappears: powerful and powerless in the Horn of Africa

Antoni Planells i Costa

I'll try to show in this paper the necessary relation between the strength or weakness of power and the mechanisms of creation, destruction and recreation of the different levels of col·lective identity (at least at the ideological level).

Is the State going to disappear in the Horn of Africa? Will be the different societies living on the zone able to regain their *inner power* and recuperate their *own way* to structure, inside themselves, politics, social relations and religion?

Is it going to be an islamic State in Somalia? These and more other are today opened questions. Can we all together answer them? I hope so.

Somali, Ethiopian and every african society must recuperate the control of political, social and individual power, looking to their history and present *firstly* and to the other –history and present– *secondly*.

The State is not the only way to organize politics in society. The rich and various past of african societies (in the Horn of Africa as in other parts of the continent) offers us numerous social experiences and models.

Once again the past shows us the way to the futur.

(Note: I shall continue in French because I think it will be clearest.)

Si nous voulons parler du cassage (ou si on le prefère la provisionnelle disparition) de l'État en Somalie, que ce soit comme hypothèse de travail dans la tentative d'analyser et comprendre les évènements des dernières années, il nous faudra conjuguer toute une série de concepts, interpretés et réinterpretés un grand nombre de fois tout au long de l'histoire des sciences sociales, liés entre eux et que nous ne pouvons pas obvier nullement, n'importe le contenu qu'on leur donne, soit celui qu'il soit.

Sans prétendre à être exhaustif, à mon avis ces concepts sont:

a. Le concept de nation et avec lui celui de culture nationale (ou peut-être mieux, cultures nationales) d'autant que très souvent État et nation ont été identifiés ou on a voulu les identifier. L'État-nation est un fait historique qu'il faut avoir présent à l'heure de penser à possibles solutions au conflit qu'on vit aujourd'hui en Somalie (ou aux conflits que, avec différents degrés de virulence, sont vécus dans d'autres endroits de la planète). L'État-nation [1] est aujourd'hui une réalité politique très critiquée et mise en question et il faut se demander s'il est possible de mettre en pratique d'autres structures (réalités) politiques alternatives qui puissent couvrir le même domaine (secteur) de la réalité sociale que celle-là.

b. Le concept de pouvoir, d'autant qu'est, sans doute, la lutte pour l'acquisition de certaines formes de pouvoir l'une des constantes de l'histoire des sociétés humaines et l'une des clés du conflit somalien actuel. Il faudra voir de quels mécanismes peut disposer la société somalienne pour faire face aux luttes qu'à l'heure actuelle la débilitent et, avec cet afaiblissement, la font de plus en plus vulnérable aux manipulations tant de l'intérieur comme de l'extérieur.

c. Le concept de légitimité, puisque tout pouvoir, individuel ou collectif, depuis le domaine du petit groupement familial (il n'est pas si petit si on tient compte la famille élargie africaine et son réseau de relations) jusqu'au domaine de l'État, se veut légitime et il cherche toujours à se légitimer pour se perpétuer.

d. Et, avec les précédents, la culture politique des somaliens en tant que peuple (s'ils en sont un) ou des peuples de la Somalie (s'ils en sont plusieurs). Parce qu'il faut se demander dans quelle mesure peuvent les somaliens récupérer le contrôle (au sense de maniement) d'un pouvoir qui, ne l'oublions pas, émane de la collectivité, et qui en conséquence doit *servir* la collectivité et ne pas *se servir* de la collectivité. [2]

Peut-être que, tout compris, cette approximation soit extrêmement théorique, conceptuelle. Dans ma condition de non-somalien, plus observateur que chercheur, n'ayant jamais visité la zone, et compte tenu, en plus, que les idées que je me puisse former de la problématique somalienne actuelle sortent des livres, revues et journaux (et, évidemment, pas tous les possibles), je pense que cela ne pouvais pas être autrement.

C'est pourquoi je m'excuse d'avance si dans mon ignorance j'arrive a faire ou proposer des analyses trop simples ou si j'ai tort en faisant des déductions plus que discutables «regardant» (que je ne peux faire rien d'autre) vers une réalité qui touche directement la chair de beaucoup des présents.

Un principe indéfinissable de solidarité avec la souffrance humaine me pousse et me donne le courage pour tant d'hardiesse. Populairement on le dit: l'ignorance est courageuse. Je ne dis pas cela pour me justifier (je ne veux pas rester toujours dans l'ignorance) mais pour expliquer ma présence ici. Je suis venu pour aprendre; et peut-être pour cela, si je ne peux pas répondre plusieurs questions, j'espère, au moins, pouvoir les formuler. D'autres, sûrement, les répondront.

Après ce préambule tout à fait nécessaire, la question fondamentale que je me pose (j'ai dit déjà qu'en me tournant vers la Somalie en particulier et vers une bonne partie de l'Afrique en général) est: entre-t-il dans le possible la récuperation des rapports (relations, liaisons) de types traditionnels –utilisant ce terme dans un sense positif–, avec l'apport que ces relations peuvent accomplir dans le terrain de l'organisation et la structuration de la société somalienne dans son ensemble, pour suppléer l'absence d'un État qui a démontré sa manque d'efficacité de gestion?[3]

Autrement dit: est-il possible la réutilisation des forces traditionnelles au service de l'État?

Cette question et la réponse que nous puissions lui donner présupposent, à mon avis, l'idée que tradition et modernité ne sont pas deux éléments affrontés, irréconciliables, mais bien au contraire deux facteurs qui peuvent et doivent être conjugués sans que soit nécessaire de rejeter ni l'un ni l'autre.[4]

Parce qu'il me semble évident que si l'État (en Somalie comme en Éthiopie, Soudan, Djibouti, etc.) va être capable de survivre ce ne sera qu'étant au service de structures plus ouvertes, flexibles et adaptées que la société civile nécessite.[5] Et cela dans le cas ou l'État ait démontré sa *nécessité* en tant qu'ensemble de mécanismes et structures d'organisation, contrôle et gestion sociale.

Je vois bien que c'est un discours très large. C'est pourquoi en tant qu'étudiant de questions historiques de l'Éthiopie et de la Corne de l'Afrique en général, je ne peux pas, au présent qui nous occupe, faire plus qu'un essai et pas un essai académique mais un essai (au sense d'ensemble de réflexions) guidé par des intuitions et hypothèses que je laisse toujours ouvertes au débat.

Parce que j'ai en face quelques évidences mais aussi beaucoup de questions. Et je sais que plusieurs (ou la plupart) des spécialistes ici présents travaillent de son coté pour répondre ces questions aussi.

Comment peut-on passer de ce qui semblait une Nation parfaitement compacte et homogène (musulmane dans sa presque totalité) à un chaos semble-t-il que total –celle-ci est au moins l'image qui nous arrive à travers des moyens de communication– et tomber dans une dépendance extrême d'une aide extérieure qui, au lieu de favoriser une sortie *réelle* de la crise actuelle, paraît être destinée à apporter les moyens par lesquels cette crise devienne perpétuelle?

L'aide extérieure a affaibli la société somalienne, peut-être parce qu'elle lui a pris une partie importante de sa confiance en soi-même.[6]

Est-ce qu'il existe *une* société-nation somalienne?

Il faut dire que nous sommes en train de parler (là comme ailleurs) d'un être intellectuel, une entéléchie, auquel y va incorporé un sentiment plus ou moins diffus ou actif selon les circonstances qu'il faut affronter dans un moment historique concret.

Je pense, à ce propos, que nous pouvons parler des somaliens au même niveau que nous pouvons parler des français, des italiens, des anglais, des russes ou des espagnols. L'identité nationale (associée souvent à l'existence de l'État) demande d'être soignée, alimentée, cultivée au jour le jour. Autrement, il est facile de voir renaître toute une série d'identités primordiales, moins intellectuelles et plus proches à la vie quotidienne des groupements qui leur donnent la vie.

Mais, si on accepte qu'il y a une réalité socio-politique nationale en Somalie, peut-on aussi accepter que cette réalité ne doit pas pourquoi nécessairement prendre la forme organisative de l'État-nation?

Si on aventure l'hypothèse (elle n'est pas beaucoup aventurée, je crois) que le colonialisme représenta une période pas tout à fait authentique –malgré les adaptations que les sociétés africaines ont produit pendant ce temps-là– au développement suivi par les sociétés africaines, qui ont dû faire face à tout un ensemble d'*apports* imposés très souvent (toujours trop souvent) par la force des armes, peut-on aussi aventurer que l'État indépendant (dans plusieurs domaines strictement *néo-colonial*) est, pour l'instant, la dernière étape de cette période?

Faudrait-il peut-être récupérer le courage de mettre en question la *nécessité* de cette structure étatique, de mettre en question –le cas échéant– l'immutabilité des frontières et d'autres «marques d'identité» de l'État africain, qui paraît, à présent, être en train de disparaître ou d'éclater (dans les pays de la Corne de l'Afrique mais pas seulement)?

Une homogénéité culturelle, linguistique, religieuse, etc., peut remplir de contenu ce qui traditionnellement a été considéré une Nation, mais il n'est pas obligé que cette réalité doive se soumettre à l'État.

Beaucoup d'occidentaux et d'occidentalisés (humanistes de coeur que préférent la Nation-État aux fractionnements létaux entre frères) peut-être ignorent involontairement comment se sont produites les choses dans l'histoire en mettant au premier plan la Nation-État qui peut-être n'a pas été vécue ni pensée de cette façon par les nations politiques somaliennes (clans, tribus?) et en essayant de soumettre ces nations politiques, réelles historiquement, à une idée, un être intellectuel, une entéléchie. [7]

Il est possible que la ou les nouvelles entéléchies coordonantes au niveau politique doivent sortir de ces réelles nations politiques somaliennes plutôt que ce soit à l'envers.

Et pensé de cette façon, il peut y avoir État (en Afrique comme ailleurs) mais subsidiaire de ces réalités politiques et sociales que lui ont historiquement précédé.

Je ne parle pas du retour des tribus. Il ne faut pas. Dans le monde actuel les tribus –en tant que conglomérats avec ses propres mécanismes d'adjonction et de création d'identité collective– sont parfaitement réelles. Il ne faut pas les ressusciter. Elles sont vivantes. Dans la même Europe nous en avons des exemples très présents et effrayants. Et si nous eussions d'utiliser cette terminologie, chacun d'entre nous pourrait faire une liste des tribus auxquelles il appartient. (Pourquoi ne pas employer pour les sociétés de l'Europe la terminologie que ses intellectuels inventèrent pour étudier les «autres»?).

Revenons sur la question centrale. Quels sont les moyens, quels les mécanismes qu'on pourrait mettre en route, en vue de la situation actuelle, pour que ces réalités (nations) politiques existantes acceptent leur capacité et leur responsabilité de construire et de donner vie à une organisation collective non-dépendante de l'État sorti du 1960?

Ceux qui ont le pouvoir se sont eloignés de leur base sociale, notamment ces «seigneurs de la guerre» appuyés par son armement moderne et par le contrôle des exportations. C'est ce nouvel armement qui permet l'accés à l'État (ou à ce qui en reste) et la rupture, le débranchement, entre les

seigneurs de la guerre et les groupes sociaux desquels ceux-là sont sortis, il semble que pour s'en démarquer (débarrasser).

L'affaiblissement de la capacité autogestionnaire de la société somalienne –entendue en tant qu'ensemble de réalités politiques et sociales légèrement divergentes– est devenu un argument de plus en faveur du néo-colonialisme régnant, dans le sense de rendre évident, aux yeux des pays du Nord, l'incapacité de la société somalienne pour s'en sortir de la crise par ses propres moyens.

Quant à la Somalie (et aussi pour ce qui se passe en Éthiopie, je pense) il existe, aujourd'hui, l'opportunité historique d'arriver à un pouvoir moderne de type confédéral, chose que dans les circonstances actuelles serait une vraie surprise en Afrique et dans le monde entier, ou bien le risque de partition en plusieurs États (États ethniques, aux territoires historiques traditionnels), partition qui –en plus de ne résoudre pas les différences historiques entre les divers groupes et zones– ne ferait qu'accentuer encore plus l'actuelle dépendance.

Il est possible que la seule chose qui ait bien faite l'État (et le coloniale et le néo-coloniale) ait été d'aggraver et accroître aux limits les divergences historiques (qui n'étaient pas si graves) des zones –nord, sud, côte, intérieur, etc., avec une systématique mise en oeuvre du «diviser pour vaincre». L'État s'est fait indispensable, plus que par aucune autre raison, en fonction de la complexité des sociétés qui gére. Et, en plus, il a favorisé l'accentuation de cette complexité.

Farah Aïdid en Somalie, du même que Charles Taylor au Libéria, pour ne signaler que deux exemples d'actualité, sont –d'une bonne partie– création directe de l'État néo-coloniale.

Quand sera, la société somalienne, assez épuisée pour qu'un de ces «seigneurs de la guerre» s'impose sur le reste et mantienne ce qui ne sera qu'une paix armée? [8]

Quand la lutte armée légitime un parti ou une fraction (faction) déterminée, et quand elle est tout simplement une sorte d'exploitation (spoliation) de l'ensemble de la société, avec l'object de s'appropier des restes de l'État?

Je sais que les faits ne sont pas si linéaux ni si gris (tant mieux) comme je viens de les dessiner dans les mots précédents. J'ai fermement confiance que, malgré tous les obstacles et difficultés du présent, la société somalienne prise dans son ensemble saura retrouver (et retracer) le chemin de sa propre renaissance. Faibles et puissants, bergers, paysans, intellectuels, commerçants, etc., doivent retrouver la manière de gérer conjointment un pouvoir (ici au sense de force créatrice et de développement) qui appartient de droit aux uns et aux autres. [9]

Ces quelques réflexions ne veulent pas être, à la fin, que le temoignage de ma reconaissance et ma solidarité avec un peuple qui lutte et travaille pour s'en sortir étant qui est; un peuple qui au fond du coeur est aussi mon peuple.

Notes

1. "C'est sans doute en Éthiopie que la mise en cause [de l'État] paraît la plus visible avec la negation de l'idéologie néosalomonienne, creuset de l'État éthiopien qui s'est construit à partir de la seconde moitié du XIX^{e} siècle. En récusant ce discours fondateur, le nouveau pouvoir poursuit deux buts: marginaliser l'ancienne strate dirigeante amhara ou«amharisée» et faire droit aux débats sur les «nationalités» qui lui ont servi de fonds baptismaux dans les années 60. L'affirmation (toute théorique) du droit des nationalités à l'autodétermination et la cooptation d'une nouvelle classe politique à l'occasion de la Conférence nationale tenue à Addis Abéba en juillet 1991 font donc figure de tentative de constitution d'un nouveau bloc historique pour la direction du pays. Face à la thèse alarmiste de la désintégration de l'État éthiopien, il vaut mieux cependant souligner les mesures économiques et politiques qui permettent de justifier la permanence d'une structure étatique et sa centralité derrière la dévolution de certaines capacités administratives aux régions." R. MARCHAL: «L'invention d'un nouvel ordre régional», dans *Politique Africaine* (número sur la Corne de l'Afrique), 1993.

2. "Dans le Nord somalien, les Anciens jouent pleinement leur rôle de faiseurs de paix (*nabadoon*). Ce fut le cas dès avant 1991, lorqu'un groupe de notables dulbahante emmené par le garad 'Abdulgaani Garad négociait avec les Isaaq dans le Hawd éthiopien. Les assemblées de Berbera et de Burao ont permis de faire avancer la résolution des multiples contentieux bilatéraux entre les clans, issus de la guerre et des manoeuvres de Siyaad Barre. À Burao en janvier 1992, puis à Hargeisa et Sheekh en octobre-novembre, les Anciens sont parvenus à rétablir la paix aux moyens des procédures traditionnelles: longues séances de palabre prolongées dans l'après-midi par les sessions de mastiquation du kat, manipulation des différents répertoires de l'honneur (guerrier, généalogique, religieux), recherche du bouc émissaire commode et recours à l'arbitrage d'une tierce partie. Le processus est toujours long –pusieurs semaines– et l'accord est d'autant plus solide que les formes anciennes sont respectées, notamment l'augmentation du prix du sang (*diya*) à payer entre les nouveaux alliés et l'échange de jeunes vierges à marier qui scelle symboliquement l'alliance (ce fut le cas à Sheikh entre 'Iise Muuse et Habar Yuunis." D. COMPAGNON: «Somaliland, un ordre politique en gestation», dans *Politique Africaine* (numéro sur la Corne de l'Afrique),1993.

3. "Dans le cas somalien, il convient de se garder de deux erreurs. La première serait d'associer cette disparition de l'État à la dernière séquence de la guerre qui opposa à partir de décembre 1990 d'abord les masses urbaines aux milices d'un dictateur sénile, avant qu'elles ne se déchirassent entre elles quelques mois plus tard. La seconde serait de considérer comme pure parodie les tentatives des dirigeants issus des combats de construire un ordre politique: le cynisme qui prévaut ne peut faire oublier que ce comportement participe d'une liturgie de l'État en Somalie comme ailleurs. Il n'est pas non plus sûr que la tragédie somalienne illustre la fin d'un cycle historique tel qu'Ibn Khaldûn l'avait défini, pas plus d'ailleurs qu'il ne paraît possible d'adhérer à la thèse très structuralo-fonctionnaliste, plus que marxiste, d'un J. Markakis pour qui les nomades ne peuvent que refuser l'État. Ces analyses, qui devraient être longuement discutées, font peu de cas du temps mondial, du rôle des élites somaliennes très internationalisées et prédatrices qui, hier comme aujourd'hui, savent ponctionner l'aide internationale, des intérêts d'États comme l'Italie, les États-Unis qui auront laissé faire le saccage de l'État somalien." R. MARCHAL (article dejà cité).

4. "On ignore ou on feint d'ignorer que la tradition culturelle africaine n'est pas close, qu'elle ne s'arrête pas quand commence la colonisation mais inclut aussi bien la vie culturelle coloniale et postcoloniale; que l'Afrique dite moderne est aussi «traditionnelle» que l'Afrique précoloniale, au seul sens acceptable du mot «traditionnelle», au sens où la tradition n'exclut pas mais implique au contraire, nécessairement, un système de discontinuités." KIFLÉ S. BÉSEAT: «De l'identité culturelle

africaine», dans *L'affirmation de l'identité culturelle et la formation de la conscience nationale dans l'Afrique contemporaine*. Paris, UNESCO, 1981.

5. "L'avenir de l'État en Afrique sera tranché, comme cela s'est passé dans d'autres régions du monde autrefois, au point de rencontre entre les trois facteurs que sont la guerre, la force et le capital (qu'il soit formel ou informel).

Symptômatique est, à cet égard, ce qui ressemble bien à un épuisement du model de l'«État territorial» tel qu'il est prévu par la charte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Le dogme de l'«intangibilité des frontières heritées de la colonisation» est en effet malmené, non pas, certes, au sens où l'on assisterait à des poussés incontrôlables de fièvre séparatiste entraînant un éclatement irréversible du cadre territorial des États postcoloniaux, sur le modèle de la Yougoslavie, (sauf, peut-être, dans le cas de l'Éthiopie). Mais dans le sens où les pressions identitaires, les dynamiques d'autonomie et de différenciation, les diverses formes d'ethnorégionalisme, les pressions migratoires et le basculement accéléré des sociétés dans l'économie dite «parallèle» modifient profondément l'organisation spatiale et sociale du continent, la repartition des populations et le fonctionnement réel des marchés." Achille MBEMBE: «Déconfiture de l'État et risques de la "transition démocratique"», dans *Le Monde diplomatique*, mai 1993.

6. "Éviter l'erreur commise en Somalie par les forces multinationales qui ignorent la portée exacte de leur mission, et qui vont très vite se retrouver piégées par la redoutable tache de reconstruire l'État somalien. Pacifier et administrer sont de vieux alibis coloniaux; seraient-ils mieux acceptés aujourd'hui sous le paravente de l'aide humanitaire? Celle-ci peut-être crédible pratiquée par des grandes puissances qui, en même temps, assistent impassibles à d'autres tragédies de semblable magnitude au Soudan, au Libéria, au Mozambique, en Angola, au Zaïre...? Alors que, en raison de la politique de ces mêmes grandes puissances a l'égard du Sud, 250000 enfants meurent chaque semaine de misère; que 190 milions d'enfants demeurent sous-alimentés; et que l'Afrique verse au Nord, chaque année, plus de devises (indispensables à son développement) qu'elle n'en reçoit?

Intervenir oui, mais en amont; et avec suffisantment d'anticipation politique pour que les tragédies soient évitées et le recours aux armes définitivement exclu". Ignacio RAMONET: «Intervenir», dans *Le Monde diplomatique*, janvier 1993.

7. "De fait, on peut aujourd'hui se demander si ces nations –les États modernes– existent véritablement en tant qu'entités politico-juridiques authentiquement souveraines. N'existeraient-elles pas avant tout par leur légitimation internationale, externe? L'omniprésence des nations qui composent chacun de ces États est par contre indéniable. Leur existence est légitimée par les réalités socioculturelles qui en font des entités autonomes. On ne peut donc parler que de cultures nationales mais jamais de culture au singulier." Kiflé S. BÉSEAT (article déjà cité).

8. "Toutes ces sociétés sont confrontées au problème de démobilisation et de démilitarisation. En Éthiopie, par exemple, plus de 350000 soldats de l'armée de Mengistu ont été mis à pied, suscitant une poussée de la criminalité urbaine et du banditisme rural. Les conséquences ne se mesurent pas seulement en termes de chômage, d'insécurité, et de pressions sur les services publics. Elles peuvent nourrir certains conflits, comme l'atteste le cas de Djibouti. Si le mouvement insurgé afar est djiboutien à son origine, de nombreux Afar d'Éthiopie puis d'Érythrée l'ont rejoint par solidarité et/ou pour faire valoir leur formation de miliciens du précédent régime. Le gouvernement n'est pas en reste car il a recruté des cadres de la guérilla du Somaliland et des Issas d'Éthiopie, heureux d'accéder si facilement à la nationalité djiboutienne. L'analyse des flux d'armements dans la région fournirait un argument supplémentaire pour la mise en oeuvre d'un plan de démilitarisation régional." R. MARCHAL (article déjà cité).

9. " L'un des problèmes les plus graves de l'Afrique aujourd'hui est celui de la répartition du pouvoir au sein de l'État. Il existe des disparités entre les populations privilégiées et les populations négligées, entre les populations rurales et les populations urbaines, entre les individus instruits et les illettrés, entre les riches et les pauvres, ainsi qu'entre de nombreux autres groupes de la société. Certaines de ces disparités sont la résultance d'un mauvais usage du pouvoir pratiqué au cours d'une longue histoire, mais des innovations récentes sont venues s'y ajouter ou les ont aggravées. L'un des éléments nouveaux a été l'excessive centralisation du pouvoir jointe à l'existence d'une bureaucratie inefficace [...] Aucun gouvernement ne peut avoir d'autorité et aucun plan de développement ne peut être réalisé efficacement sans l'entière participation de la population au processus de prise de décision et de planification de l'État." Bairu TAFLA: «La notion de pouvoir dans l'Afrique traditionnelle: le cas de l'Éthiopie», dans *Le concept de pouvoir en Afrique*. Paris, UNESCO,1981.